

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09319P0041 du 20/03/2019
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2017-12-11-018 du 11/12/17 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09319P0041, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour plantation de lavande sur la commune de Redortiers (04), déposée par monsieur MOUTTE Philippe, reçue le 11/02/2019 et considérée complète le 11/02/2019 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 12/02/2019 ;

Considérant la nature du projet, qui relève 47a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0,5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement des parcelles cadastrées A 56, 52, 46, 47, 141, 39, 155, 143, 154, 151, 152, 180, 179, 220, 181, 183 et 412 ;

Considérant l'importance du projet sur une superficie de 23,8 ha ;

Considérant que ce projet a pour objectif de regagner des terres agricoles pour le pâturage et la culture de la lavande ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone de montagne,
- en zone naturelle boisée,
- sur les versants de la montagne de Lure,
- sur des terrains à forte déclivité,
- au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique terre de type I n°930012706 "massif de la montagne de Lure" qui recense des pinèdes sylvestres sèches supra-méditerranéennes comme habitat d'intérêt patrimonial marqué,
- en réserve biosphère FR6500009 "Luberon",

- dans le périmètre de 500 mètres de constructions agricoles en pierre sèche classées monuments historiques,

Considérant que le le défrichement aura un impact fort sur une superficie significative ;

Considérant que le site n'a pas fait l'objet d'une prospection écologique sur l'ensemble des compartiments biologiques notamment des inventaires flore et entomofaune ;

Considérant les impacts potentiels du projet sur l'environnement qui concernent :

- la biodiversité, les habitats naturels et les continuités écologiques,
- la dégradation des pinèdes sylvestres sèches supra-méditerranéennes,
- l'érosion des sols à terme sur 23,8 ha,
- la modification caractéristiques paysagères et des perceptions du paysage "mosaïque" d'espaces naturels et agricoles, sur les versants et les points hauts du relief,

Arrête :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de défrichement des parcelles cadastrées A 56, 52, 46, 47, 141, 39, 155, 143, 154, 151, 152, 180, 179, 220, 181, 183 et 412 situé sur la commune de Redortiers (04) doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R122-5 du code de l'environnement.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à monsieur MOUTTE Philippe.

Fait à Marseille, le 20/03/2019.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale,


Marie-Therese BAILLET

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris - La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).